

BOUMERDÈS

Associations et comités de village
à la recherche d'une écoute

Les associations et les comités des villages de la commune des Issers se plaignent de leur marginalisation par le président de l'APC.

Ainsi Kader Mohamed, président de l'association du village Ikadrihen, nous a rendu visite pour nous relater la colère du comité de l'association dont il a la charge. «L'ensemble du comité de cette association s'était présenté pour la troisième fois pour tenter de discuter avec le premier magistrat, en vain. La dernière fois nous étions 10 membres du comité venus pour exposer nos doléances au P/APC. Ce dernier a refusé de nous recevoir. Il nous a dirigés vers son second vice-prési-

dent auquel nous avions déjà exposé nos problèmes. Rien n'a été fait», affirme M. Kader, qui nous exhibe un P-V signé le 6 août 2007 entre, d'une part, les comités de plusieurs villages des communes des Issers et de Timezrit et, d'autre part, les autorités communales des Issers et de Timezrit dans la même daïra en présence de la chef de daïra ainsi que des représentants de l'hydraulique et l'Algérienne des eaux. Ce document préconisait une solution au problème de la pénurie d'eau

potable dont souffrent toujours les habitants de ces villages. Il a été établi à la suite d'un sit-in organisé devant le siège de la daïra. Selon notre visiteur son village d'environ 2 500 âmes manque de tout : l'éclairage public ne fonctionne que par intermittence, manque de réseau d'assainissement. N'étant pas conforme aux normes exigées, la structure de santé a été fermée par les services de la santé de la région.

Le problème de l'AEP est une urgence dans la localité. «A ces insuffisances qui nous rendent la vie difficile, s'est ajouté l'état de la route qu'un entrepreneur envoyé par la commune pour une réparation

à bâclé», nous précise M. Kader.

Notons, pour l'équité, au sujet de la réception des citoyens par le P/APC des Issers, que nous avons constaté, lors d'un passage par hasard au niveau de cette municipalité, qu'il y a foule devant le bureau du premier magistrat de la collectivité.

Le premier responsable de la commune recevait effectivement ses administrés. Précisément, ne pouvant le joindre par téléphone pour en savoir un peu plus sur la réception des entités organisées (comités de village et associations), nous avons pris contact avec la dame qui préside à la daïra des Issers. Elle

nous répondra : «Pas plus tard que jeudi, durant toute la journée, j'ai reçu plus de 70 personnes. Il n'y a aucune raison d'interdire aux citoyens d'être reçus. Seulement ils (les citoyens) doivent nous comprendre, nous avons d'autres obligations, des commissions à présider et des projets à lancer ou à suivre. Ils ne peuvent pas venir à l'improviste, ne trouver personne et repartir déçu ou en colère.»

Sans se départir de sa position de commis de l'Etat, elle insinua, par ailleurs, que les élus de la localité ont un rôle essentiel à jouer quant à l'écoute des administrés.

Abachi L.

FERPHOS ANNABA

Un record de production en 2007

Un record qualifié d'historique dans la production de phosphates, deuxième produit stratégique après le gaz, et estimé à plus de 1,8 million de tonnes, a été obtenu par la filiale Somiphos du groupe Ferphos en 2007, indique News Letter, publication du groupe dans sa dernière livraison.

1,7 million de cette production a été exporté vers une quinzaine de pays des cinq continents, constituant également un record, et plaçant ainsi le groupe au cinquième rang des pays exportateurs de phosphates. Cette croissance par rapport à l'année 2006 durant laquelle il a été enregistré 1,5 million de tonnes de production et 1,2 million de tonnes pour l'exportation se poursuivra, selon les projections du PDG du groupe, M. Lakhdar Mebarki, pour atteindre les 2,7 millions de tonnes en 2008. Année qui verra également le renforcement de la flotte de transport du groupe qui aura une capacité de 1 million de tonnes au lieu des 800 000 tonnes atteints en 2007. Pour ce faire, le parc de la filiale Sotramina sera renforcé par l'acquisition de 22 camions supplémentaires de marque Mercedes d'une capacité de 40 tonnes chacun. Cette filiale a été créée pour suppléer les insuffisances de transport de la SNTF qui n'arrivait pas à dépasser le million de tonnes par an dans l'acheminement de cette production de la mine de Djebel El Onk, dans la wilaya de Tébessa, vers le port de Annaba, alors que la demande était de 2 millions de tonnes. Devant cette situation, il a été décidé de créer une société de trans-

port commune entre le groupe et la SNTF et l'acquisition de 75 wagons. Objectif tracé pour l'année en cours. L'autre satisfaction du groupe a été la signature d'un contrat avec l'entreprise régionale du ciment de l'est (ERCE) pour la fourniture d'un million de tonnes de

pouzzolane, matière qui entre dans la fabrication du ciment. Mais le transport de cette matière du site de la mine à Béni Saf, à l'extrême ouest du pays, vers les cimenteries de l'est, rencontre les mêmes difficultés.

Parmi les autres objectifs à atteindre par le groupe et qu'a eu à débattre la 4^e conférence des cadres du groupe, tenue au début de cette semaine à Annaba, il y a lieu de relever celui de l'extension du port de Annaba, le doublement de la voie ferrée Annaba - Boucheouf, le recrutement et la

formation de 400 cadres pour l'important projet du pôle des engrais phosphates prévu dans cette dernière ville et le lancement des projets immobiliers par la filiale Ferbat à Oued Forcha (Annaba) et Bir El Ater (Tébessa). La fonderie est la seule source de problèmes du groupe. Devant la vétusté de ces équipements et après deux tentatives de sa privatisation qui ont échoué, il a été décidé de lui consacrer un investissement de 2 millions de dollars pour redresser sa production limitée.

Med Ali Khellaf

La tuberculose revient en force

Conséquence de la crise du chômage qui s'accroît, des mauvaises conditions d'habitation et de la baisse du niveau de vie des populations, les maladies contagieuses reviennent en force dans la wilaya de Annaba.

Ainsi, après les maladies sexuellement transmissibles et leur triste cortège de victimes, voilà la tuberculose pulmonaire, la méningite et les maladies nosocomiales qui font leur apparition. Avec ses 160 000 habitants, sa multitude de bidonvilles, son taux de chômage le plus élevé d'Algérie, la commune d'El Bouni se classe dans le peloton de tête des agglomérations atteintes par la tuberculose.

L'alerte est donnée par la polyclinique de Boukhadra. Un ancien bidonville qui cache mal des tours d'habitations réalisées au courant des années 1980. Ce n'est peut-être pas l'épidémie. Mais le nombre de sujets atteints par cette pathologie est suffisamment important pour que des dispositions soient rapidement prises pour enrayer une épidémie qui s'annonce. Praticiens et paramédicaux

avancent que le contingent des personnes touchées par cette maladie dite des pauvres pourrait bien doubler à très court terme. C'est le cas si l'on considère les dernières informations faisant état de la saturation de la capacité d'accueil en phthisiologie du service infectieux de l'hôpital Dorban. Selon des indiscretions à la polyclinique Boukhadra ainsi qu'à l'hôpital Dorban, la tuberculose frappe sans discrimination hommes, femmes et enfants. Dans cette même commune, deux cas de méningite dont un mortel ont été diagnostiqués sur des bébés.

Les maladies nosocomiales figurent également dans le registre des pathologies à risques. Elles ont été récemment découvertes sur un nombre important d'agents paramédicaux du service gynécologie obstétrique de l'hôpital Ibn Rochd de Annaba. Constamment sollicité par des patientes en maternité, ce service subit les contre-coups d'une couverture sanitaire tertiaire imposée par des transferts de malades des wilayas limitrophes. Dans un va-et-vient incessant au niveau du service obstétrique, les malades sont hospitalisées à deux dans un même lit.

A. Djabali

TLEMEN

Hanane et Aounia,
deux femmes
courage

La femme algérienne ne cesse de surprendre et de se réapproprier ses droits dans une société qui l'a marginalisée pendant longtemps. Certes, du chemin reste à faire, mais on ne peut que se réjouir de certains progrès constatés dans divers domaines notamment en matière de droit, d'égalité et surtout de revendications.

Il y a quelques années, on observait l'arrivée quelque peu timide des femmes dans certaines corporations réservées jusque-là aux hommes. Si dans le corps de la police, la femme est présente depuis quelques années, on constate que le Gendarmier nationale s'ouvre à la gent féminine et encourage même des universitaires à rejoindre cette institution qui reste très proche des citoyens à tous les niveaux.

Nous avons pu nous entretenir avec Aounia et Hanane, deux femmes courageuses qui ont préféré l'uniforme à d'autres carrières. Ce sont deux jeunes universitaires qui ont rejoint la gendarmerie par vocation et surtout par conviction.

Après avoir subi un stage de trois ans sans aucun régime de faveur, Hanane, licenciée en anglais, et Aounia licenciée en droit, sont enfin sur le terrain pour accomplir leur mission. Elles sont affectées avec le grade de lieutenant à la brigade de recherche au niveau du groupement de Tlemcen et, selon le témoignage de leur chef hiérarchique, elles font un travail tout simplement remarquable et d'une grande efficacité.

Ces femmes officiers se sont imposées d'une manière professionnelle et dirigent sans complexe leurs collaborateurs.

Nous leur avons demandé leur première impression après six mois sur le terrain. Elles disent être fières de leur choix et aimeraient que les jeunes universitaires découvrent ce métier qui est noble pour la simple raison que la gendarmerie reste au service de la patrie et du citoyen.

Hanane et Aounia, tout en accomplissant leur devoir, ont apporté un plus au niveau du groupement de Riat El Hammar dirigé par le colonel Boukhbiza qui a pu établir une passerelle de communication entre la gendarmerie, la presse et surtout le citoyen. Bonne fête, mesdames, bonne fête aux lieutenants Hanane et Aounia !

Faiza B.

BÉJAÏA

Un important réseau
de faussaires
de billets de banque
neutralisé

Douze membres d'un important réseau de faussaires de billets de banque dont les deux principaux chefs, originaires de Skikda, ont été arrêtés la semaine écoulée par les forces de sécurité à Béjaïa.

Le réseau de trafiquants en question serait spécialisé dans la contrefaçon des billets de banque de 1 000 DA. Agissant sur la base d'informations, après une perquisition des lieux, les forces de sécurité ont réussi à récupérer une importante somme d'argent contrefaite en coupures de 1 000 DA ainsi que du matériel informatique hypersophistiqué ayant servi à la contrefaçon des billets de banque, selon notre source.

Présentés devant le procureur de la République de Béjaïa, les faussaires ont été écroués à la maison d'arrêt d'El Khemis en attendant leur comparution devant le juge.

A. K.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ À AÏN-TÉMOUCHENT

Installation de la cellule locale

Dans le but de stabiliser les populations locales dans les zones rurales, et améliorer leurs conditions de vie, le gouvernement a mis en place une nouvelle politique appelée programme de développement rural intégré (PDR).

Le nouveau projet consiste à écouter les préoccupations des citoyens de ces localités et d'inscrire tous les projets qu'ils proposent selon les degrés de priorité. Ledit projet s'adresse exclusivement aux populations des zones rurales dans le but de

réduire, sinon éliminer les disparités existantes entre les zones urbaines et rurales en matière de projets économiques et d'utilité publique.

Les citoyens sont appelés à proposer des projets ayant trait au domaine de l'agriculture, la modernisation des localités, les ressources naturelles, la préservation du patrimoine de ces localités (monuments historiques, vestiges...) de même qu'ils peuvent toucher le commerce, l'artisanat et même des projets économiques. Pour la bonne réussite du PDR, il a été envisagé aussi des intermédiaires entre les populations et les autorités,

appelés animateur et facilitateur. Le premier cité coordonne toutes les suggestions des populations éparées ou rurales tandis que le second veille à la classification de ces projets selon le degré de priorité et des contraintes budgétaires du PDR. Le chef de l'exécutif de la wilaya de Aïn-Témouchent a installé lundi une cellule locale en présence des secteurs concernés. Un montant de 225 millions de dinars a été dégagé en deux tranches pour permettre le lancement d'un tel projet sur tout le territoire de la wilaya de Aïn-Témouchent.

S. B.